

Communiqué de presse  
Berne, le 21.05.2026

## **L'économie durable dit «non» à l'initiative populaire « Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité) »**

**Le 14 juin 2026, le peuple suisse se prononcera sur l'initiative populaire « Pas de Suisse à 10 millions ! ». Les membres de la Fédération Suisse des Entreprises (FSE) ont pris position : 92 % des membres ayant répondu au sondage rejettent clairement l'initiative. Du point de vue des entreprises membres, celle-ci menace la stabilité économique, la sécurité sociale et la compétitivité internationale de la Suisse.**

### **Risques économiques et pénurie de main-d'œuvre – dès 9,5 millions d'habitants**

L'initiative prévoit que des mesures restrictives entrent en vigueur dès que la population dépasse les 9,5 millions. Cela inclut des restrictions dans le domaine de l'asile, du regroupement familial ainsi que l'invocation de clauses de sauvegarde dans les accords internationaux. Ces mesures rendraient plus difficile le recrutement de la main-d'œuvre qualifiée dont la Suisse a urgemment besoin.

La Suisse dépend des travailleurs qualifiés étrangers. Des secteurs comme l'artisanat, la restauration, la santé, l'informatique et le bâtiment comptent déjà aujourd'hui sur l'immigration pour combler leurs besoins en personnel qualifié. Selon les calculs de l'Union patronale suisse, près de 300 000 travailleurs manqueront au cours des dix prochaines années, en raison du vieillissement de la population indigène et de la diminution du nombre de personnes actives. L'Accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) avec l'UE permet un accès flexible et sans bureaucratie excessive à la main-d'œuvre en provenance de l'espace UE/AELE. Une limitation rigide de l'immigration aggraverait cette pénurie, mettrait en danger des emplois et entraînerait une hausse des coûts salariaux, des pénuries de production et une perte de compétitivité.

### **Pression sur les assurances sociales et hausse des coûts**

Une limitation de l'immigration aurait un impact direct sur le financement des assurances sociales, en particulier l'AVS et l'AI. Avec le vieillissement de la population, le ratio entre retraités et actifs augmente. Moins de cotisants, combiné à une hausse des dépenses pour les pensions et les prestations sociales, alourdirait encore la situation financière des caisses sociales. Cela pourrait conduire à une augmentation des impôts ou à des réductions de prestations. En outre, l'initiative entraînerait des charges fiscales et administratives supplémentaires pour les PME, ce qui affecterait la rentabilité et la capacité d'investissement de nombreuses entreprises.

### **Mise en péril de la compétitivité internationale et conséquences politiques**

L'Accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) avec l'UE est un pilier central de l'économie suisse. Une résiliation ou une restriction de cet accord, comme prévu par l'initiative, limiterait la libre circulation et entraînerait des obstacles bureaucratiques, un recul des investissements et une perte de compétitivité. De plus, la résiliation de

l'ALCP mettrait automatiquement en danger les accords d'association à Schengen et Dublin (clause guillotine). Cela aurait des conséquences massives pour la sécurité intérieure (par exemple, échange automatique de données, coopération policière), le commerce avec l'UE et la crédibilité politique de la Suisse.

### **Bureaucratie et charge administrative pour les PME**

La mise en œuvre de l'initiative entraînerait une charge bureaucratique massive. Les PME seraient particulièrement touchées, car elles disposent de moins de ressources pour gérer cette bureaucratie :

- Le contrôle de l'évolution démographique et la mise en œuvre des mesures nécessiteraient un effort administratif considérable.
- Les PME devraient fournir une documentation et des justificatifs supplémentaires, ce qui entraînerait des coûts et des délais accrus.
- Incertitude dans le recrutement : les PME ne pourraient plus planifier de manière fiable leurs embauches, ce qui freinerait les investissements. L'initiative ne se contenterait donc pas de dissuader les travailleurs qualifiés, mais elle alourdirait aussi la charge des entreprises qui luttent déjà contre la pénurie de personnel.

### **Arguments fallacieux, division et isolement**

L'initiative prétend poursuivre des objectifs écologiques et durables. Pourtant, les arguments de ses partisans sont hypocrites. La Suisse a déjà l'un des taux de natalité les plus bas d'Europe (1,3 enfant par femme). La véritable cible de l'initiative n'est pas la population suisse, mais les ressortissants étrangers – en particulier les demandeurs d'asile et les travailleurs immigrés. Pourtant, la Suisse a besoin de l'immigration pour alimenter son marché du travail et financer ses assurances sociales. Au lieu de proposer des solutions aux défis réels, comme la protection de l'environnement et du climat, l'initiative mise sur l'isolement, la division et le populisme. Elle isolerait la Suisse de l'UE et mettrait en danger la coopération avec notre partenaire commercial le plus important.

La Fédération Suisse des Entreprises dit NON à l'initiative et recommande à ses membres ainsi qu'à la population de la rejeter. Celle-ci menace les emplois, les assurances sociales et la position internationale de la Suisse. Au lieu de miser sur l'isolement, il faut des solutions qui concilient économie, social et durabilité.

### **Contact médias :**

Christophe Barman

Co-président

[christophe.barman@federationsdesentreprises.ch](mailto:christophe.barman@federationsdesentreprises.ch)

+41 79 462 51 44

**La Fédération Suisse des Entreprises (FSE)** s'engage pour une économie prospère, respectueuse des limites planétaires. Représentant la voix de plus de 1'100 PME et TPE à l'échelle nationale et régionale, nous nous engageons activement à créer des conditions-cadres favorables à un développement économique durable. Nous nous distinguons par notre approche progressive, en

consultant directement nos membres pour élaborer nos prises de position, reflétant ainsi fidèlement les préoccupations et les aspirations des entrepreneur·e·s. [federationdesentreprises.ch](https://www.federationdesentreprises.ch)